COMPTE RENDU

L'AGRICULTURE EN 3D

Défense
Diplomatie
Développement

Jeudi 5 juillet 2018

Ministère de l'Europe
et des Affaires étrangères
Centre de conférences ministériel
27 rue de la Convention
75015 Paris

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
MINISTÈRE DE L'EUROPE ET DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

club demeter
De la parcelle à la planète

À PROPOS

Dix ans après la crise alimentaire de 2008, les enjeux agricoles mondiaux sont moins présents dans le débat public. Pourtant, après une décennie de reflux modérée, la faim dans le monde a récemment regagné du terrain et touche près de 815 millions de personnes (FAO). Cet indicateur présage du défi auquel seront confrontées les agricultures mondiales dans les décennies à venir, défi double à bien des titres : d'une part produire plus – pour 10 milliards de bouches à nourrir à l'horizon 2050 ; d'autre part, produire mieux – pour répondre aux nouvelles attentes des consommateurs vis-à-vis de l'agriculture et préserver nos ressources naturelles. Produire plus et mieux : la tâche est immense pour l'agriculture de demain. On aurait tort cependant de ne voir là que la feuille de route des seuls agriculteurs et agronomes. L'agriculture est un sujet géostratégique, par lequel le local rencontre nombre de grands défis mondiaux : adaptation au changement climatique et préservation des ressources naturelles, avenir du libre-échange et du cadre commercial, prévention des conflits et des migrations de détresse, formation et emploi des jeunes, inégalités hommes-femmes, place de l'Europe dans la mondialisation…

En France, à l'heure où l'on évoque la nécessité d'une action extérieure en « 3D », autour du triptyque « défense, diplomatie et développement », qui agisse en profondeur sur les causes des crises pour conjuguer sécurité à court terme et stabilité à long terme, il semble plus que jamais nécessaire de penser l'enjeu agricole à travers une approche interdisciplinaire et résolument internationale. Quelle place pour l'agriculture dans la politique étrangère de la France, sa politique commerciale, sa politique d'aide au développement ? Quel rôle pour la recherche, la formation, les entreprises et la société civile ? Car la France demeure une grande puissance agricole dont les fondements sont solides : un climat et un environnement propices à une grande variété de productions, une agriculture compétitive, des fleurons agro-industriels d'envergure internationale, une recherche agronomique publique et privée de pointe, un enseignement agricole et agronomique de haut niveau, un patrimoine alimentaire mondialement reconnu. C'est à la lumière de ces atouts qu'il convient d'apprécier la place de la France face au grand défi de l'agriculture de demain.

C'est toute l'ambition de ce Forum à l'initiative du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et du Club DEMETER : **croiser les regards pour sortir les questions agricoles du cercle des experts, mettre en lumière leur rôle dans les grands équilibres mondiaux pour le développement et la paix, et débattre des contributions françaises autour d'intervenants d'horizons différents**.

PROGRAMME

8 h **Accueil des participants**

8 h 30 **Ouverture du Forum**

- Jean-François Isambert, président du Club DEMETER
- Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères

9 h **Discours introductif**

- José Graziano da Silva, directeur général de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) : L'agriculture et l'alimentation pour la paix dans le monde

9 h 15 **Session 1 • Agriculture et alimentation : enjeux stratégiques du XXIe siècle ?**

Animation de la table ronde : Marie-France Chatin, Journaliste à Radio France internationale

Ouverture prospective

- Bertrand Badie, professeur des universités en sciences politiques à Sciences Po : L'insécurité alimentaire, facteur d'instabilités internationales.

Table ronde

- Marion Guillou, présidente d'Agreenium : Nourrir le monde en 2050
- Thierry Blandinières, directeur général d'InVivo : Quelles dynamiques de marché pour demain ?
- Claudia Roessler, directrice agriculture, Microsoft : Quelles solutions technologiques pour produire plus et mieux demain ?
- Mamadou Goïta, directeur de l'Institut de recherche et de promotion des alternatives de développement en Afrique (IRPAD) : L'Afrique, miroir grandissant des défis agricoles et alimentaires mondiaux
- Sébastien Treyer, directeur des programmes de l'Institut du développement durable et des relations internationales (IDDRI) : Quelles politiques agricoles pour l'Europe après 2020 ?

10 h 40 **Pause-café**

11 h 10 **Session 2 • Quels rôles pour les acteurs français face aux défis alimentaires mondiaux ?**

Ouverture prospective

- Pascal Boniface, directeur de l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS) : L'agriculture comme facteur d'influence de la France dans le monde.

Table ronde

Animation de la table ronde : Marie-France Chatin, Journaliste à Radio France internationale

- Laurent Bili, directeur général de la mondialisation, de la culture, de l'enseignement et du développement international, ministère de l'Europe et des Affaires étrangères : Quelle diplomatie agricole et alimentaire pour la France ?
- Philippe Mauguin, président-directeur général de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) : La recherche publique française face au défi agricole mondial.
- Jean-Yves Foucault, président de Limagrain : Comment conjuguer proximité et internationalisation en agriculture ?
- Pierre Jacquemot, président du GRET, ancien ambassadeur : Nourrir pour faire la paix : quel rôle pour la société civile ?
- Isabelle De Crémoux, présidente du directoire de Seventure : Le nexus nutrition-santé : quelle innovation demain ?

12 h 30 **Clôture du Forum**

- Stéphane Travert, ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation

Résumé des interventions

Ouverture du Forum

Jean-François Isambert, Président du Club DEMETER
Discours complet en annexe

Jean-Baptiste Lemoyne, Secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères
Discours complet à retrouver en annexe

Discours introductif

José Graziano Da Silva, Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
Discours complet à retrouver en annexe

Session 1 • Agriculture et alimentation : enjeux stratégiques du XXIe siècle ?

Bertrand Badie
Professeur des universités en sciences politiques
Science Po

L'insécurité alimentaire, facteur d'instabilités internationales

La mondialisation se caractérise par trois « i » : *l'inclusion*, car elle met en relation régions et populations ; *l'interdépendance*, car elle lie tous les habitants de la planète ; et *l'inégalité,* qui se traduit dans le domaine alimentaire par une faim qui tue chaque année six à neuf millions de personnes. Et c'est la visibilité des inégalités qui, dans une société toujours plus mobile, génère des migrations.

On retrouve derrière l'insécurité alimentaire de grandes pathologies mondiales : la *guerre*, *la dégradation de l'environnement* (au Sahel, la désertification progresse de 10 cm/heure), *l'accès difficile aux ressources* et notamment le stress hydrique, la *faiblesse institutionnelle* ou encore *l'urbanisation*. Une grande partie de la population mondiale consacre la majeure partie de ses revenus aux dépenses alimentaires. Les fluctuations et la spéculation sur des marchés de plus en plus mondialisés fragilisent les populations les plus pauvres. Les instabilités internationales sont donc l'une des causes majeures de l'insécurité alimentaire. Aussi la question de la sécurité alimentaire invite-t-elle à repenser notre modèle de développement et de gouvernance.

Marion Guillou
Présidente
d'Agreenium

Nourrir le monde en 2050

La population mondiale est passée d'un à sept milliards d'habitants en l'espace de deux siècles. En 1960, un tiers de cette population souffrait de la faim car la disponibilité de nourriture était insuffisante. La production était trop faible et il a fallu augmenter les rendements agricoles. Aujourd'hui, la quantité d'aliments est largement suffisante, malgré une demande croissante portée par la démographie mais surtout par l'évolution des régimes alimentaires. C'est la répartition inégale de l'offre alimentaire qui pose un problème d'accessibilité et de prix, en particulier pour les populations rurales. Le développement agricole – source de 30% des emplois mondiaux – est central à la lutte contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire. En dépit de son rôle stratégique, l'agriculture n'est pas au centre des priorités mondiales.

Thierry Blandinières
Directeur général
d'InVivo

Quelles dynamiques de marché pour demain ?

Les marchés agricoles doivent répondre à une équation complexe. Pour un agriculteur, ils doivent permettre de garantir un revenu décent et de financer des investissements. Pour la société, ils doivent être au service d'une démarche sociale et environnementale. Ces marchés devraient être sous tension dans les années à venir avec un cycle de prix agricoles bas (les cours des céréales ne devraient pas augmenter sur la prochaine décennie). Cette situation résulte notamment du réinvestissement croissant de l'agriculture par certains pays (Russie, Argentine) et entretient les guerres commerciales. Tout l'enjeu pour l'Europe est de structurer son positionnement agricole, avec une offre compétitive et de qualité, axée tant sur les marchés de valeur que de volume, afin de permettre aux filières de générer des revenus et des emplois.

Claudia Roessler
Directrice Agriculture – Microsoft

Quelles solutions technologiques pour produire plus et mieux demain ?

La technologie peut contribuer à une meilleure productivité et durabilité de l'agriculture. La donnée numérique devient un nouvel intrant agricole. Si des variables demeurent difficiles à prédire (conditions météorologiques par exemple), l'utilisation et le croisement des données (*data mining*) permettent de rationaliser les décisions des agriculteurs et d'optimiser leur production par une agriculture de précision. L'enjeu est la bonne diffusion de la technologie dans les exploitations, qui se heurte parfois à des réticences car celle-ci a souvent un coût élevé, nécessite une formation et une connexion entre exploitations pour permettre le partage des données et la mutualisation des bonnes pratiques.

Mamadou Goïta
Directeur de l'IRPAD

L'Afrique, miroir grandissant des défis agricoles et alimentaires mondiaux

Par-delà sa diversité, l'Afrique est confrontée à des enjeux agricoles communs qui ont notamment trait à la gouvernance des politiques publiques. L'Afrique manque de vision pour son agriculture. De nombreux pays n'ont pas de politique agricole ou ne la distinguent pas du développement rural. Quand une politique agricole existe, elle est trop souvent dissociée de l'amont de l'activité agricole (politique foncière, gestion des ressources en eau) et de son aval (maillons industriel et commercial). Par ailleurs, l'action publique par *projets* de coopération ne permet pas de penser les enjeux de long terme.
En outre, l'Afrique a trop mis l'accent, depuis les années 1980, sur les cultures d'exportations, avec une aide publique aux agriculteurs limitée. Or 60% de ce qui est produit en Afrique ne sort pas d'un périmètre de 5 km en moyenne autour du lieu de production. Le marché mondial, au demeurant volatile, est donc inadapté à la sécurité alimentaire de la vaste majorité des Africains. C'est aussi pour cette raison que les industries de transformation sont le maillon faible des filières agricoles. Les marchés domestiques doivent être mieux développés et financés.

Sébastien Treyer
Directeur des programmes de l'IDDRI

Quelles politiques agricoles pour l'Europe après 2020 ?

Dans le contexte actuel, l'Europe doit accentuer son soutien au multilatéralisme et à une vision régulée de la mondialisation, en mettant l'accent sur l'agenda des objectifs de développement durable (ODD) et l'Accord de Paris. Le bilatéralisme commercial doit être utilisé pour mettre en œuvre ces objectifs. Cet agenda multilatéral n'est pas neutre pour le secteur agricole. A l'horizon 2050, la neutralité carbone ne sera atteinte qu'au prix de transformations et de restructurations profondes en France et en Europe. Il faut anticiper ces changements structurels, qui peuvent être gagnants pour les secteurs en crise prolongée, comme l'élevage. L'Europe a des atouts pour valoriser la durabilité du système de production et la montée en gamme de son agriculture, à condition de pouvoir compter sur le soutien des politiques agricole et commerciale.

Session 2 • Quels rôles pour les acteurs français face aux défis alimentaires mondiaux ?

Pascal Boniface
Directeur de l'IRIS

L'agriculture comme facteur d'influence de la France dans le monde.

Il y a un siècle, un tiers des Français étaient agriculteurs ; aujourd'hui, 80% de la population vit en ville. On pourrait être tenté de croire que l'agriculture est devenue une question subsidiaire. Or ses problématiques sont toujours plus d'actualité : l'agriculture devient un vecteur de rayonnement à l'international. Un secteur agricole fort est un facteur d'indépendance, de puissance et de souveraineté. Alors que les élites voyaient dans l'agriculture un frein à la modernité, de nouvelles puissances misent sur l'agriculture pour exister et peser sur la scène internationale. Nous comprenons aujourd'hui ce besoin en France, pour l'emploi, pour le développement des territoires mais aussi pour notre balance commerciale, structurellement déficitaire. Notre secteur agricole a progressé : la France est le 4e pays exportateur mondial, il y a plus de produits, plus élaborés, une meilleure organisation des filières et une Politique agricole commune, critiquée mais indispensable. Avec son image de marque et de qualité, la France peut profiter des opportunités offertes par un monde plus urbanisé, avec une classe moyenne en croissance. Si le spectre de la grande famine a disparu, la sécurité alimentaire demeure une composante essentielle à la sécurité humaine. L'agriculture est ainsi liée aux questions de défense, de diplomatie et de développement.

Laurent Bili
Directeur général de la mondialisation,
Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères

Quelle diplomatie agricole et alimentaire pour la France ?

Le monde connaît à la fois des zones de suralimentation et des régions qui souffrent de la faim. La France est un pays qui possède une longue tradition d'opération et d'intervention en réponse à des crises alimentaires. Par delà la réponse à la situation d'urgence, la France est engagée dans une logique de prévention des crises, en particulier dans le Sahel au sein notamment de l'Alliance pour le Sahel. A cet égard, l'agriculture est une priorité. La diplomatie agricole est transversale et englobante. Pour la diplomatie économique et la politique commerciale, l'agriculture est considérée comme un facteur de développement. Elle est également un facteur à considérer dans la diplomatie climatique.

Philippe Mauguin
Président-directeur général de l'INRA

La recherche publique française face au défi agricole mondial

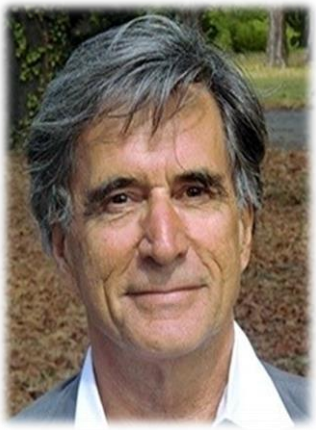
Ces cinquante dernières années ont été marquées par le paradigme du rendement en agriculture, en particulier par l'utilisation croissante et la focalisation de la recherche sur les intrants. Comment nourrir 10 milliards d'êtres humains dans un double contexte de changement climatique et de tensions croissantes sur les ressources, dont les effets se font déjà sentir pour l'agriculture ? Il est nécessaire de redécouvrir une forme d'efficacité basée sur le naturel plutôt que sur le chimique. La recherche doit ainsi œuvrer pour concevoir des systèmes de productions agro-écologiques qui soient mieux adaptés à la diversité des milieux et plus performants au niveau économique et social, pour optimiser les facteurs naturels, pour mieux appréhender les implications du changement climatique sur les écosystèmes et pour réparer les dysfonctionnements de l'alimentation d'aujourd'hui, notamment en termes de qualité nutritionnelle. L'INRA travaille avec de nombreux partenaires pour développer des matériaux et des produits qui soient sains et peu émetteurs. A l'échelle mondiale, le changement climatique et les tensions hydriques sont donc à la fois des pressions et des opportunités pour l'agriculture.

Jean-Yves Foucault
Président de Limagrain

Comment conjuguer proximité et internationalisation en agriculture ?

L'articulation de la proximité et de l'internationalisation interroge le secteur agricole. La filière semencière est représentative de cet enjeu : si la semence, cet intrant essentiel, est mis à disposition des agriculteurs dans le monde entier, il doit continuer à être maîtrisé par les agriculteurs. C'est cette conciliation qui a présidé au développement du système coopératif français : s'appuyer sur les atouts des territoires pour concourir à leur développement tout en se projetant à l'international. A partir de là, que faut-il attendre de l'Europe ? Les pays européens avaient un réel projet qui s'est appuyé, pendant 40 ans, sur une politique agricole fortement encadrée. Aujourd'hui, ce modèle agricole doit évoluer et l'Europe doit s'interroger sur sa vision et ses contours. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis ont continuellement renforcé leur politique agricole, soucieux de protéger leurs agriculteurs tout en affirmant leur puissance à l'international. Aujourd'hui, la Russie et la Chine renforcent également leur expansion agricole. L'Amérique du Sud est, quant à elle, devenue un « aspirateur à soja ». Si la France veut réussir face à ces acteurs, le soutien au niveau local est indispensable. Il importe de questionner les acteurs français sur leur stratégie de développement international, sans imposer de modèle et en laissant du temps aux agriculteurs pour répondre aux adaptations qui leur sont demandées.

Pierre Jacquemot
Président du GRET



Nourrir pour faire la paix : quel rôle pour la société civile ?

Le rôle de l'agriculture familiale et paysanne, qui représente 80% de l'offre agricole, plus de 50% de l'emploi, est de plus en plus reconnu. La valorisation des savoirs agricoles et agronomiques des paysanneries locales est importante car ceux-ci peuvent apporter des réponses agro- écologiques très pertinentes. L'agriculture périurbaine est également un secteur à développer afin de nourrir des zones urbaines de plus en plus étendues. A Dar-es-Salam, 90% de la demande en légumes est satisfaite en périphérie de la ville. Il s'agit également de permettre à cette agriculture paysanne d'accéder aux marchés locaux ou régionaux, de lutter contre les pertes, de travailler davantage sur la transformation. Des pays connus pour leur exportation, comme la Côte d'Ivoire, doivent produire plus pour leur marché interne que pour les marchés internationaux. C'est le rôle de la société civile et d'une association comme le GRET d'accompagner les agriculteurs dans ces changements structurels, sur les temps longs.

Isabelle De Crémoux
Présidente du directoire
de Seventure Partners

Le nexus nutrition-santé : quelle innovation demain ?

Il y a l'alimentation pour survivre, celle qui permet de vivre et enfin celle qui permet de profiter de la vie. Depuis un siècle, l'espérance de vie a augmenté de trente ans grâce à une meilleure alimentation et à l'industrie du médicament. Aujourd'hui, la compréhension des microbes qui sont tout autour de nous et en nous - le microbiome – figure parmi les grandes innovations à suivre. Chaque microbiome de chaque être vivant est unique car lié à notre enfance (0-3 ans) et à notre alimentation. Or cette flore intestinale affecte non seulement la digestion, mais également le système immunitaire et donc la santé. Notre propre composition bactériale oblige les chercheurs à travailler sur une alimentation plus personnalisée, plus équilibrée au regard des caractéristiques, génétiques en particulier, de chacun. Il en va de même pour la santé des animaux et des végétaux, y compris dans les sols, qui possèdent leur propre microbiome. C'est pourquoi des entreprises semencières ou agrochimiques investissent le sujet et ambitionnent de commercialiser des semences aux microbiotes différents et adaptés. Il existe une compétition grandissante entre pays, y compris les pays en développement, engagés dans une course à l'innovation dans ce domaine.

Clôture du Forum

Stéphane Travert, Ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation
Discours complet à retrouver en annexe

Annexe
Discours d'ouverture

***

Jean-François ISAMBERT
Président du Club DEMETER

Monsieur le Directeur général de la FAO, Monsieur le Secrétaire d'État,
Mesdames et messieurs les Parlementaires, Mesdames et Messieurs,

Je tiens à vous remercier d'avoir répondu si nombreux à l'invitation conjointe du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et du Club DEMETER pour ce forum inédit.

Le Club DEMETER est un écosystème associatif qui regroupe plus de cinquante acteurs français de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de la recherche et de l'innovation.

Nous travaillons sur les temps longs, sur les enjeux structurants pour le devenir de l'agriculture, de l'alimentation et du développement rural dans le monde.

Notre ambition est de décloisonner la réflexion sur ces thématiques pour renforcer le dialogue entre acteurs et filières ; mais aussi pour développer les liens entre les mondes agricoles et le reste de la société.

Pour nos dirigeants, il s'agit donc grâce à DEMETER de voir loin, de voir large et de progresser ensemble.
C'est justement cet esprit - voir loin, voir large et faire ensemble - qui a animé l'organisation de ce Forum :

Voir loin !

Car il est nécessaire de s'extraire de l'actualité immédiate pour mieux appréhender les tendances lourdes de la mondialisation. Pour se projeter plus sereinement dans l'avenir, il faut prendre de l'élan et apprécier l'importance des temps longs.

Regarder les temps longs, c'est aussi se souvenir du passé. Il y a dix ans, une crise alimentaire a secoué la planète. Si les enjeux agricoles mondiaux sont moins présents dans l'actualité, ils n'en restent pas moins déterminants pour les populations et la stabilité mondiale.

S'il faut voir loin, il faut aussi voir large et ce pour au moins deux raisons : C'est l'essence même de l'agriculture et de l'alimentation que de décloisonner.

Au carrefour des sciences naturelles et sociales, du local et de l'international, de la culture à la géopolitique, en passant par l'économie ou l'innovation, elles convoquent dans leurs sillons une grande diversité de thématiques et d'acteurs.

C'est également la dynamique de la mondialisation, qui renforce les interdépendances entre les régions du monde mais aussi entre les défis planétaires.

Cela nous oblige à penser le monde dans sa complexité et dans l'intensification de ces imbrications thématiques.
S'il faut voir plus loin et plus large, c'est parce que les enjeux sont immenses :

Je me limiterai à deux dynamiques structurantes parmi celles qui devraient être abordées ce matin :

Une réalité universelle, intemporelle mais terriblement d'actualité se rappelle à nous : il faut se nourrir.

Aujourd'hui comme hier et sans doute encore demain, l'Homme doit manger - si possible plusieurs fois par jour - pour vivre, pour être en bonne santé et exercer ses capacités physiques et cognitives. C'est un besoin intemporel pour chacun.

Mais c'est aussi un défi pour beaucoup. Si des progrès immenses ont été réalisés, l'insécurité alimentaire perdure : plusieurs centaines de millions de personnes souffrent encore de la faim. Parallèlement, la malnutrition gagne du terrain. Et là encore, les causes en sontplurielles.

Pouvoir apporter de la nourriture au plus grand nombre, dans les meilleures qualités possibles et le plus rapidement aussi dans nos sociétés pressées, c'est un devoir qui mobilise tous les agriculteurs et toutes les agricultrices du monde.

Rappelons que la population agricole mondiale reste importante mais vieillit, se sent souvent marginalisée, alors que tous les êtres humains dépendent de ce travail de la terre ou de la mer, car la sécurité alimentaire, ce sont aussi les produits de la pêche et de l'aquaculture.

Nous avons une équation complexe à résoudre à l'horizon 2050 : produire plus, produire mieux et produire avec.

Produire plus car il va falloir, selon la FAO, augmenter de 50% la production alimentaire pour répondre au défi démographique mondial :

Avec 2,5 milliards de bouches à nourrir en plus dans les 30 ans à venir.

Avec des classes moyennes toujours plus nombreuses – 5 milliards en 2030 - et dont le centre de gravité se déplace : 75% de la classe moyenne mondiale en 2030 sera asiatique, africaine et sud-américaine.

Produire mieux car la production agricole est limitée en raison des pressions sur les ressources en eau et en terres sous les effets combinés du changement climatique, de l'urbanisation et de la pollution.

Sur le plan du foncier, 80% de l'augmentation de la production agricole mondiale au cours des 50 dernières années provient de la hausse des rendements. On pourrait penser que l'avenir s'écrirait différemment, mais c'est peu probable. L'extension des surfaces agricoles devrait être limitée à 4% d'ici 2050.

Il conviendra donc de produire mieux pour atténuer l'empreinte environnementale de l'activité agricole et de produire mieux là où l'agriculture est déjà possible.
Enfin, produire avec :

Car les exigences du consommateur sont croissantes en matière de qualité, de diversité et de transparence de l'alimentation. Le consommateur est un client et en même temps un citoyen. Les mondes agricoles doivent donc composer encore plus que par le passé avec ces attentes sociétales.

Produire avec, c'est aussi un message pour penser le développement en confiance avec la recherche et la science qui constituent des socles essentiels en matière d'innovation des pratiques et d'offre alimentaire.

Produire avec, c'est enfin insister sur le rôle de la sécurité. Sans elle, le développement agricole et l'accès à l'alimentation deviennent très difficiles, pour ne pas dire impossible. C'est un point capital à mes yeux : il faut pouvoir produire avec de la sécurité, de la justice, des règles établies, de la liberté d'entreprendre et de l'éducation.

Produire plus, produire mieux et produire avec donc… mais dans un monde où les transformations sont d'une étonnante rapidité.

Les changements climatiques s'accélèrent, les instabilités géopolitiques ressurgissent, les révolutions numériques s'accumulent, les inégalités sociales et territoriales s'accentuent.

L'époque contemporaine est à la fois fascinante, car de nombreux progrès sont observés, et terriblement inquiétante, car des replis identitaires se précisent. Or la coopération et le multilatéralisme s'avèrent essentiels à propos du défi alimentaire et pour répondre efficacement en agriculture.

Dans ce contexte global, il nous faut tous nous mobiliser. C'est aussi l'esprit de ce Forum :
Car nous avons tous quelque chose à apporter.

Acteurs publics comme acteurs privés, entreprises, administrations, instituts de recherche, société civile et consommateurs…

Tous réfléchissent et agissent en faveur de la sécurité alimentaire et du développement rural pour répondre au défi alimentaire et aux Objectifs du développement durable car l'agriculture et l'alimentation irriguent la plupart de ces 17 ambitions onusiennes.

Aussi ce vaste défi alimentaire est-il le défi de chacun. C'est celui de l'agriculteur certes, mais aussi celui du consommateur. C'est également le défi du décideur - public ou privé - afin de prendre en compte ces enjeux alimentaires dans son schéma de pensée.

Mais c'est aussi notre défi collectif.
Pour construire davantage de synergies et mieux faire valoir nos complémentarités, nos valeurs et nos intérêts communs en Europe et à l'international. L'unité dans l'action et dans la durée ne signifie pas l'uniformité dans les réponses à apporter.

La France est un grand pays agricole qui s'interroge beaucoup actuellement. Sans toujours inscrire ces questionnements dans la dimension européenne nécessaire, voire celle encore plus large des relations à construire entre l'Europe, la Méditerranée et l'Afrique.

Ce dernier continent verra sa population doubler d'ici à 2050. Si la sécurité alimentaire n'est pas au rendez-vous, des populations entières seront probablement poussées par la détresse sur les routes migratoires. La responsabilité de l'Europe est ici posée : comment peut-elle davantage contribuer au développement de l'agriculture et de l'agro-alimentaire en Afrique ?

La France agricole ne saurait donc perdre ce qui fut sa force principale : la projection stratégique vers le futur, la coalition des acteurs pour être meilleur ensemble et la fierté d'être performant dans un secteur déterminant pour la vie des populations et situé au cœur de l'agenda des solutions.

Voir loin donc, voir large et surtout faire davantage ensemble. S'écouter et dialoguer plus souvent ;
Favoriser les relations entre le public et le privé, les interactions entre les entreprises et la société civile, les rencontres entre les urbains et les ruraux, les débats entre les diplomates et les agronomes, les expériences du monde entier entre agriculteurs, en somme mutualiser les idées et les énergies entre ceux qui préparent les

mondes de demain.

Je tiens à remercier chaleureusement nos intervenants d'avoir répondu à notre invitation.

J'adresse un remerciement tout particulier à M. le Secrétaire d'Etat Jean-Baptiste Lemoyne et à M. le Directeur général de la FAO, José Graziano Da Silva, qui nous font l'honneur de leur présence ce matin.

Je remercie également le Ministre de l'agriculture, M. Stéphane Travert, qui viendra ce midi conclure nos travaux.

Un grand merci enfin au Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères, de son accueil en ces lieux prestigieux et de son concours si précieux, avec ses équipes, à l'organisation de ce Forum inédit.

Puissent les échanges de cette matinée nous rappeler à tous ô combien l'agriculture et l'alimentation demeurent des sujets à la fois internationaux, essentiels à chacun d'entre nous et déterminants pour le monde.

Jean-Baptiste LEMOYNE

Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères

Monsieur le directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture,
Monsieur le Président du Club DEMETER, Madame l'Ambassadrice,
Chers amis,

Je suis heureux de retrouver beaucoup de visages familiers, soit membres du Conseil national du développement et de la solidarité internationale, soit des filières, avec lesquelles nous travaillons très régulièrement sur les enjeux d'exportation, cher Philippe Tillous-Borde.

Ce qui nous réunit aujourd'hui est un sujet beaucoup plus vaste, comme le disait Jean- François Isambert : « voir loin, voir large », et c'est vous qui nous faites un immense honneur de tenir cet évènement ici. L'avenir de l'agriculture et l'alimentation dans le monde sont des enjeux essentiels pour l'action diplomatique de la France : nous le savons, les crises agricoles sont souvent des facteurs de déstabilisation politique à l'intérieur des Etats et entre les Etats.

Lorsque je vois les plateaux des deux tables-rondes, lorsque je vois les thématiques, franchement, c'est une bouffée d'oxygène. Nous avons l'habitude, dans cette maison, de suivre une crise puis l'autre, d'être en permanence sur un certain nombre d'arcs de tensions, et nous n'avons peut-être, parfois, pas suffisamment le temps de pouvoir lever le nez du guidon, réfléchir, se projeter ; vous nous y incitez, et de quelle manière !

Tous ces travaux seront très précieux au moment où la France est en train aussi de redéfinir son aide au développement.

Vous le savez, le Président de la République a fixé une ambition forte en matière de développement avec une trajectoire budgétaire clairement ascendante, là où nous étions - hélas - dans une spirale descendante depuis quelques années.

L'enjeu agricole est au cœur de bon nombre de crises et la FAO a souligné le lien entre hausse de l'insécurité alimentaire et hausse de l'insécurité tout court. En réalité, nous en discutions avec Jean-François Isambert, on peut constater que l'inverse est également vrai : la hausse de l'insécurité génère naturellement aussi la hausse de l'insécurité alimentaire. Et c'est principalement dans les zones en conflit que la détérioration des conditions alimentaires a été la plus palpable, souvent amplifiée par des aléas climatiques, par des sécheresses.

Ce qui veut dire qu'assurer les besoins vitaux des êtres humains demeure un enjeu toujours plus important : le risque de famine menace d'augmenter à nouveau cette année. C'est une statistique peut-être insuffisamment commentée – pas dans vos cercles mais de façon générale – puisque les indicateurs depuis deux ans ne sont pas orientés dans le bon sens, hélas.

Vu du Quai d'Orsay, l'agriculture est au cœur d'un certain nombre de nos politiques : politique de développement – nous l'évoquions rapidement – politique commerciale, politique européenne naturellement.

Politique commerciale, parlons-en. Dans le domaine agricole, les débats sont intenses. D'ailleurs, à cette notion de libre échange, je préfère celle de juste échange ; à celle de *free trade*, celle de *fair trade* ; la notion, tout simplement, de normes qui soient partagées – parce qu'il faut que les producteurs puissent être à armes égales – me paraît plus juste. En matière commerciale, on ne peut néanmoins pas nier que l'ouverture des marchés a permis un recul de la pauvreté, en quelques décennies, considérable. C'est une étude de la Banque Mondiale mais l'OCDE l'a confirmé : les personnes en situation d'extrême pauvreté sont passées de deux milliards à 700 millions en une génération, au moment même où les dynamiques démographiques étaient exponentielles et vont continuer à l'être.

Donc la mondialisation en elle-même n'est pas un mal. En revanche, elle appelle des règles fortes parce qu'une mondialisation mal régulée peut engendrer ce que le Président de la République appelle la « partie sombre ». Nous devons absolument faire en sorte d'apporter des réponses pérennes, solides, et je dois dire que j'ai été assez navré de voir qu'en décembre dernier, à Buenos Aires, alors que l'OMC était réunie, nous avons été incapables de nous mettre d'accord, par exemple, sur la fin des subventions à la pêche, notamment des formes de pêche dommageables et non-soutenables. Or, les enjeux sont là : c'est 15 milliards d'euros qui sont mis chaque année sur la table pour aider ces activités dommageables, qui ont un impact, naturellement, sur l'écosystème. Les négociations reprennent ; espérons que 2019 nous permette de progresser.

C'est vous dire que, sur ce champ du commercial international, il y a énormément à faire, et la France souhaite vraiment, y compris au plan européen, être à l'avant-garde. Lorsque nous avons souhaité accompagner l'entrée en vigueur d'accords, comme celui entre l'Union européenne et le Canada, c'est parce qu'il y une ambition forte à la fois de défense d'un modèle agricole, de défense également d'un certain nombre de normes environnementales qui sont indispensables. C'est pourquoi, d'ailleurs, dans des pourparlers qui sont en cours, par exemple sur le Mercosur, nous avons un certain nombre de lignes rouges : nous ne voulons pas d'un accord qui ne prendrait pas en compte un certain nombre de clauses sanitaires, de clauses environnementales, parce qu'il faut que cette mondialisation soit à visage humain et que ceci ne soit pas un mot, ne soit pas du marketing, mais soit dans les actes et dans les faits.

Alors peut-être un petit mot de l'agriculture dans cette politique européenne. Vous l'avez dit, Président, l'Europe s'est construite d'abord autour du charbon et de l'acier mais très vite, quand même, avec cette politique agricole commune. On voit bien combien elle est au cœur de la construction européenne mais, hélas, on voit bien également que ce qui a été laborieusement construit depuis des décennies peut aussi être remis en cause dans un délai beaucoup plus rapide.

Au niveau européen, nous sommes dans un moment de vérité. Il y a un certain nombre de tests auxquels est soumise l'Union européenne, et il nous appartient d'y apporter des réponses structurantes, des réponses efficaces, loin des effets d'estrade ou de podium, mais pour permettre d'ancrer cette construction originale, qui est à mon avis la seule façon d'exercer effectivement notre souveraineté dans un certain nombre de domaines. La PAC est clairement un instrument de souveraineté face aux grands défis de la mondialisation : nous souhaitons une PAC moins bureaucratique, plus stratégique, qui corresponde mieux à nos grands objectifs et, de ce point de vue, la France a affirmé que le prochain cadre financier mis sur la table par la Commission n'était pas satisfaisant pour nous. Il l'est sur d'autres points mais, en matière agricole, le compte n'y est pas.

Et puis une des clefs de notre souveraineté européenne, c'est aussi la politique de développement. Il y a une action de chacun des États membres mais aussi une action conjointe, à travers notamment le PIE. Ce qui est en jeu, c'est notre partenariat avec la Méditerranée et avec l'Afrique, parce que pour moi il n'y a pas d'hésitation : Europe et Afrique, soit on réussit ensemble, soit on échoue ensemble.

Il suffit de regarder les projections. L'Europe : 350, 400 millions d'habitants ; le continent africain : un milliard, bientôt deux. Donc on voit bien qu'il y a cet ensemble, ce fuseau eurafricain, qui est un axe naturel, et donc répondre aux crises, qu'elles soient politiques, qu'elles soient migratoires ou qu'elles soient alimentaires, c'est s'attaquer à la base aux inégalités de développement qui en sont souvent à la source. D'où cet engagement accru

avec une aide au développement qui va atteindre 0,55 % du Revenu national brut, et des actions qui doivent avoir un effet visible, concret, tangible sur le terrain de façon accélérée, parce qu'on ne peut se satisfaire de projets, de programmes qui parfois mettent trop de temps. C'est l'ambition de l'Alliance pour le Sahel qui a été lancée par le Président, la Chancelière allemande, la Banque Mondiale et un certain nombre d'organisations comme le PNUD, pour pouvoir accélérer des projets sur cette zone qui est en proie à de nombreux défis. Le fond Agreenfi de l'AFD permet aussi de faciliter l'accès des acteurs ruraux et agricoles aux services financiers et d'avoir des outils très précieux.

À nouveau mille mercis d'avoir choisi le ministère pour vous accompagner sur cette matinée de réflexion. Je dois dire qu'il est bien temps de pouvoir lever le nez du compte Twitter pour avoir une réflexion plus braudelienne, puisque c'est Fernand Braudel qui est l'historien, le théoricien du temps long.

Je vous remercie.

***

José Graziano DA SILVA

Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture

Excellences, Distingués invités,
Mesdames et Messieurs,

Je voudrais vous remercier de m'avoir invité à vous parler aujourd'hui de l'agriculture, de la sécurité alimentaire et de la paix.

La FAO travaille dans ce domaine depuis sa création en mille neuf cent quarante-cinq (1945) / afin d'éradiquer la faim dans le monde.

Nos pères fondateurs ont déclaré, et je cite: « L'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture est née d'une aspiration à la paix, autant que d'un désir de vivre à l'abri du besoin. Les deux sont interdépendants. Il est indispensable de libérer progressivement l'humanité du besoin pour atteindre une paix durable. » Fin de citation.

Bien que prononcés il y a plus de soixante-dix (70) ans, ces mots sont toujours d'actualité.

Avec l'avènement de l'Agenda 2030, il est essentiel de souligner le rôle de la sécurité alimentaire et de l'agriculture dans la prévention des conflits et des crises.

La faim et la paix sont liées. Les conflits ont un impact majeur sur les systèmes alimentaires locaux. Ils contribuent à l'aggravation de la faim dans le monde.

Pourtant, ces systèmes doivent être très résilients pour résister aux impacts externes. Ils peuvent aussi aider les personnes touchées par ces conflits à répondre à leurs besoins immédiats.

Mesdames et Messieurs,

Deux rapports fondamentaux récemment produits montrent que la faim a progressé après des années de régression significative. Cela, en raison de l'intensification des conflits et de l'impact croissant du changement climatique.

Ils montrent clairement qu'un monde sans faim n'est possible qu'en cas de paix durable. La paix est une condition nécessaire, mais pas suffisante, pour la sécurité alimentaire.

D'abord, le Rapport de la FAO de 2017 sur l'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde illustre que le nombre de personnes souffrant de sous- alimentation chronique est passé de sept-cent-soixante-quinze (775) millions en deux mille treize (2013) à huit-cent-quinze (815) millions en deux mille seize (2016), cela veut dire une augmentation de 40 millions de personnes.

Ensuite, un autre récent Rapport mondial sur les crises alimentaires indique une ultérieure augmentation de seize millions de personnes souffrant d'insécurité alimentaire aiguë dans les pays en conflit pour l'année 2017.

Dans les deux rapports, les conflits sont identifiés comme étant le principal vecteur de l'insécurité alimentaire.

Tous les jours, les médias relaient des images de conflits en zones urbaines.

Pourtant, la réalité est que les zones de conflits affectent également et sévèrement les zones rurales. Ils détruisent les systèmes alimentaires des petits villages.

Ainsi, près de la moitié des personnes des pays touchés par des conflits vivent aujourd'hui dans des zones rurales.

Ces personnes dépendent en grande partie des secteurs agricoles.

Les conflits poussent les gens à quitter leurs terres - les empêchent d'accéder aux marchés, de planter, de cultiver et de récolter leurs champs ou de s'occuper de leurs animaux.

En outre, les conflits détruisent les maisons, les systèmes d'irrigation et de stockage, les routes d'accès aux marchés, les moyens de transport ainsi que tous les autres types de services publics.

Mais nous devons garder espoir !

Les systèmes alimentaires locaux, même s'ils sont abimés par les conflits, sont aussi très résilients.

Ainsi, dans les pires moments de violence, les agriculteurs, les bergers et les pêcheurs continuent de produire une grande partie de leur nourriture dans les pays en conflit.

Je l'ai constaté lors de ma visite au Soudan du Sud l'année dernière. Je l'ai compris en parlant aux personnes qui produisent de la nourriture dans les pires circonstances.

Ces capacités de résilience ont besoin de soutien constant. Effectivement, les systèmes alimentaires locaux arrivent souvent à un point de rupture alarmant dans le Soudan du Sud.

Et une fois qu'ils sont détruits, il est plus difficile de les reconstruire.

La destruction des systèmes alimentaires locaux et la concurrence autour de ressources qui diminuent de jour en jour peuvent provoquer une déstabilisation économique et sociale, des déplacements forcés et la montée de groupes armés.

L'année dernière, pendant ma visite, au Nord-est du Nigeria – là où Boko Haram sévit – j'ai eu l'occasion de rencontrer le Gouverneur de l'État de Borno.

Il m'a affirmé que si nous ne pouvions pas offrir aux jeunes des moyens de subsistance, ils n'auraient d'autre choix que de rejoindre les groupes armés ou de tenter leur chance en voyageant vers l'Europe. Aujourd'hui, nous connaissons bien ce genre de situation.
L'article du 28 juin dernier, tiré du Journal nigérian The Nation, montre que le travail de la FAO commence à y porter ses fruits. Nous travaillons pour faire face à l'impact du conflit et plus spécifiquement, sur la production d'aliments.

Afin de répondre aux besoins des communautés hôtes et des personnes déplacées affectées, nous fournissons une assistance clé en matière de soutien à l'agriculture.

Je parle maintenant de mesures fondamentales pour lutter contre la perte de bétail et la baisse de la production agricole, et aussi la destruction des installations agricoles et d'irrigation.

Dans tout le Sahel aujourd'hui, les conflits exacerbés par la sécheresse obligent les éleveurs pastoraux à changer leurs routes de transhumance traditionnelles. Ceci aggrave la source de conflit avec les agriculteurs.

Nous avons constaté que, dernièrement, les déplacements des bergers se dirigent davantage en direction du Sud, dans des zones agricoles vers la frontière du Sahel. Ceci contribue à intensifier les conflits dans toute la région de l'Afrique du Nord.

Chers amis,

Avec plus de 70 années de présence sur le terrain dans la plupart des pays en développement, et spécifiquement en Afrique, la FAO possède une expertise considérable du fait de son travail en situations de conflit.

Nous utilisons les moyens de subsistance et la gestion des ressources naturelles pour engager les communautés locales à contribuer au maintien des systèmes alimentaires car utiliser uniquement l'aide alimentaire n'est pas suffisant.

L'emploi des jeunes et des femmes est un élément crucial des efforts entrepris par la FAO contre la faim dans les contextes de conflit.

Par exemple, au Niger, le soutien de la France à la FAO et au Programme Alimentaire Mondial (PAM) nous permet d'offrir des opportunités de travail aux jeunes et aux femmes dans la filière agroalimentaire.

Cela a débouché sur un ralentissement du flux des personnes candidates à quitter leur région.

Si on ne soutient pas les activités des secteurs agricoles, de plus en plus d'agriculteurs, de bergers et de pêcheurs n'auront d'autre choix que d'abandonner leurs terres pour migrer vers d'autres pays.

Qu'est-ce qu'un berger sans ses chèvres ? Il n'y a qu'une réponse. Un migrant potentiel. Surtout pour les personnes habituées à traverser le Sahel.

Mesdames et Messieurs,

Je tenais à saluer la France qui s'est engagée en faveur de la stabilisation durable de la région du Sahel. En effet, la France sait que la protection des populations face aux crises alimentaires passe par la prévention et la gestion des crises.

Comme je l'ai déjà dit, les pasteurs nomades du Sahel représentent le cas le plus évident de l'impact du changement climatique sur l'augmentation des conflits dans la région.

La France avait placé la situation du Sahel au cœur de sa présidence du Conseil de sécurité des Nations Unies, consciente des conséquences des activités menées par les organisations terroristes sur la paix et la sécurité régionale et internationale, comme dans les États du G5 du Sahel (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Tchad).

La France est mobilisée et travaille étroitement avec les Agences alimentaires basées à Rome. Je tiens à remercier l'Agence française de développement (AFD) qui s'est engagée généreusement en Afrique Subsaharienne pour soutenir les filières agricoles, les exploitations familiales, le développement durable des zones rurales.

La France et son secteur privé investit aussi beaucoup dans la recherche dans les domaines de l'agriculture et de la zone rurale. Elle joue un rôle crucial pour accompagner les transformations nécessaires afin d'atteindre les ODD, face au double défi de la croissance démographique et du changement climatique.

Je voudrais souligner le rôle de leader des instituts de recherche français dans les thématiques de l'agro écologie et de la fixation du carbone au sol qui s'est matérialisé par l'initiative 4 pour mille.

Mesdames et Messieurs,

Selon une enquête récente de la FAO menée en Syrie, quatre-vingt-quatorze (94) pour cent des personnes interrogées ont déclaré qu'un soutien agricole leur permettrait de rester sur leurs terres et encouragerait d'autres à y revenir.

Lorsque les personnes se déplacent, l'agriculture leur offre des possibilités d'autosuffisance à l'endroit même où elles se trouvent. Ce qui contribue aussi à calmer les tensions avec les communautés d'accueil locales.

C’est exactement ce qui se passe dans le nord de l’Ouganda que j’ai aussi visité l’année dernière. Là-bas, les communautés locales ont accueilli des milliers d’émigrants du Soudan du Sud et de la République centrafricaine en leur permettant l’accès aux terres communes.

Chers amis,

Pour atteindre les objectifs de l’Agenda 2030, notre Organisation est donc résolue à mobiliser les moyens nécessaires pour « ne laisser personne de côté ».

Ainsi, il est crucial que les femmes et les jeunes accèdent aux ressources naturelles et de production et qu’elles participent aux processus de prise de décisions.

La FAO rappelle également qu’il est impératif d’intensifier les efforts pour promouvoir l’égalité des sexes.

La communauté internationale reconnaît la relation intrinsèque entre le maintien de la paix et le développement durable.

Le Conseil de Sécurité des Nations Unies vient d’adopter deux résolutions fondamentales à ce propos :

La première souligne que l’augmentation de l’insécurité alimentaire aux cours des dernières années est étroitement liée aux conflits armés;

La seconde résolution reconnaît la consolidation de la paix comme condition sine qua non pour atteindre les objectifs de l’Agenda 2030.

La FAO et ses partenaires informent régulièrement le Conseil de Sécurité des Nations Unies des évolutions de l’insécurité alimentaire aiguë dans les pays en conflit.

En effet, la FAO, en partenariat avec le PAM, l’Unicef et d’autres organisations internationales, rassemble des informations sur l’insécurité alimentaire tous les semestres dans les villages des zones de conflit.

Nous devons bâtir des partenariats plus étroits entre les acteurs de l’action humanitaire, du développement et de la paix pour répondre aux besoins immédiats.

L'action humanitaire, bien que fondamentale, n’est pas suffisante.

Elle ne peut à elle seule arrêter cette tendance à l’aggravation des crises alimentaires et éloigner des millions de personnes de la famine.

Il faut ajouter les actions pour un développement durable afin de créer de nouvelles opportunités pour ces personnes.

Mesdames et Messieurs,

Puisque la paix et la sécurité alimentaire sont intrinsèquement liés, la réalisation de l’objectif Faim zéro a encouragé la FAO à s’allier avec les Lauréats du prix Nobel de la Paix.

Cette alliance nous permet de construire des ponts entre l’expertise de la FAO et le symbolisme que représentent les Lauréats de PrixNobel.

En Colombie où le Président Santos – lui aussi membre de notre Alliance - a reçu le prix Nobel de la Paix pour avoir réussi à mettre fin à cinquante-deux années (52) de guerre civile. La FAO y a joué un rôle crucial au moment de la mise en œuvre des accords de Paix.

Comme dans beaucoup d'autres pays, en Colombie, le conflit avait ses racines en zones rurales. Il fallait donc démarrer les accords de paix avec des mesures pour consolider la paix.

Une leçon fondamentale de l'expérience de la FAO en Colombie: il est essentiel d'investir dans les zones rurales pour permettre aux populations de produire de la nourriture même en période de conflit.

Il faut aussi construire des moyens de subsistance plus résilients afin d'atteindre la stabilité pour consolider la paix.

Mesdames et Messieurs,

J'aimerais conclure en vous rappelant les mots d'un des plus éminents défenseurs de la paix, Monsieur Nelson Mandela.

Je cite : « Faisons la paix pour que nous puissions nous consacrer au travail qui a réellement besoin d'être réalisé. Je parle ici de soulager le sort des pauvres et des sans défense, car tant que la plupart de l'humanité ressent la douleur de la pauvreté, nous resterons tous prisonniers. » Fin de citation

Merci beaucoup pour votre attention.

***

Stéphane TRAVERT

Ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation

Monsieur le Secrétaire d'État, Cher Jean-Baptiste Lemoyne, Monsieur le Directeur Général, Cher José Graziano Da Silva, Monsieur le Président, Cher Jean-François Isambert, Mesdames et Messieurs,
C'est un plaisir pour moi d'être ici pour clore ce forum co-organisé par le Ministère des Affaires Étrangères et le Club Demeter, sur un sujet qui met l'agriculture au cœur des enjeux de notre temps. Le thème choisi pour ce forum - L'agriculture en 3D – défense, diplomatie, développement – témoigne de la place prépondérante qu'elle occupe et je me félicite de la diversité des intervenants et de la richesse des échanges qui ont eu lieu.

Dans un monde plus globalisé, interconnecté, avec des marchés plus volatils, dans un monde qui fait face à des dérèglements climatiques qui ne peuvent plus être contestés, les agriculteurs sont confrontés partout à des risques d'aléas sanitaires, économiques et climatiques qui se sont accrus.

En 2015, la signature des Objectifs du développement durable et de l'Accord de Paris, ont fait renaître l'espoir d'une action internationale coordonnée en faveur d'un développement au service de l'homme et respectueux de la nature.

Depuis, certains pays et pas des moindres, ont pris leurs distances vis-à-vis des grandes conventions internationales. Cela n'est pas notre vision. La vision de la France, je veux le rappeler, est celle d'un multilatéralisme qui préfère le dialogue au rapport de force et qui pose un cadre pour l'action commune au bénéfice de tous, et en particulier des plus vulnérables pour maintenir une paix durable.

Comme José Graziano l'a souligné dans son discours introductif, l'agriculture et l'alimentation sont vecteurs de paix. Comme il l'a également indiqué, les chiffres de la faim et de la malnutrition sont extrêmement préoccupants, avec une augmentation pour la seconde année
consécutive du nombre de personnes sous-alimentées dans le monde, en lien avec les conflits persistants et le changement climatique.

Nous ne pouvons accepter cette situation. Il nous faut nous mobiliser et actionner tous les leviers qui peuvent faire reculer la faim et la malnutrition, et permettre d'améliorer les conditions de vie des agriculteurs.

Je souhaite aborder avec vous certains de ces leviers articulés autour de 3 axes : la gestion durable des ressources, la jeunesse en particulier en Afrique, et les politiques agricoles notamment en faveur du revenu des agriculteurs.

Dans ce contexte à enjeux imbriqués, le défi est de produire plus et mieux demain, d'être économe des ressources naturelles pour maintenir notre capacité de production à moyen et long terme. C'est pour ces raisons que la France s'est engagée depuis quelques années dans un projet national de développement des approches agro-écologiques.

C'est convaincu de l'intérêt de ces approches que j'ai souhaité dans le cadre du plan Ecophyto 2, multiplier par 10 le nombre de fermes engagées dans l'agro-écologie à bas niveau de produits phytosanitaires pour atteindre 30 000 fermes, soit 10 % des exploitations françaises.

C'est dans cet objectif que le gouvernement a lancé le plan ambition bio, dont l'objectif est de porter à 15 % la part de la SAU française cultivée en agriculture biologique en 2022.

Je rappelle aussi que l'enseignement agricole s'est doté d'un plan
« enseigner à produire autrement » pour revoir les référentiels de formation à la lumière des principes agro-écologiques.

Nous avons tous besoin de systèmes agricoles suffisamment productifs, rémunérateurs, qui nous aident à faire

face à la crise climatique et environnementale. L'agro-écologie peut apporter des réponses très concrètes à ces défis au Nord comme au Sud.

C'est pour ces raisons que la France a promu et continuera de promouvoir de manière active l'agro-écologie au niveau international, notamment en étroite relation avec la FAO. Je salue à cet égard l'implication et la volonté forte du Directeur général de la FAO.

Tous les modèles agricoles, dans leur diversité, devront progresser et s'engager vers plus de durabilité. Être moins dépendant aux intrants et moins sensible à la variation de leur prix, c'est un gage de compétitivité économique autant qu'un engagement responsable. Pour y parvenir, la participation et l'engagement de l'ensemble des acteurs est essentielle.

Je me félicite à ce titre des efforts et actions engagés par exemple par les éleveurs français pour faire de la ferme laitière et bovine française une
« ferme bas carbone ».

Je voulais aussi saluer le message commun fort délivré à l'occasion de l'événement Planète A, qui s'est tenu la semaine dernière à Châlons, par Christiane Lambert, présidente de la FNSEA et Pascal Canfin, directeur général du WWF France, pour construire un agenda commun. Car ce n'est que dans un dialogue ouvert et constructif que nous pourrons relever les défis que j'ai évoqués.

C'est aussi le sens de l'initiative « 4 pour mille : des sols pour la sécurité alimentaire et le climat » créée et lancée lors de la COP21, qui recueille chaque jour de nouveaux membres et de nouveaux appuis. Et c'est l'un des objectifs forts que je porte dans le cadre du plan biodiversité présenté hier.

Préserver les sols, c'est préserver la sécurité alimentaire et donc la paix, particulièrement dans les régions du monde qui sont les plus menacées de déstabilisation. Je pense en particulier au Sahel. Et c'est là le 2ème axe que je souhaite aborder avec vous.

Sur le continent africain, selon la FAO, 20 % de la population souffre de la faim. De plus, la population de l'Afrique devrait doubler d'ici 2050 pour atteindre près de 2 milliards de personnes.

Il faut donc œuvrer en faveur du développement du continent africain et le Président Macron a d'ailleurs fait de la jeunesse et des formations agricoles et rurales une priorité des relations entre la France et le continent africain. Son discours à Ouagadougou, en novembre dernier, mais également les conclusions du Comité interministériel de la Coopération Internationale et du Développement (CICID) de février 2018, réaffirment l'opportunité et le défi que représente la jeunesse africaine, majoritairement rurale, et la priorité donnée à l'enseignement technique et supérieur.

Le secteur agricole et alimentaire est porteur de solutions : emplois et opportunités pour la jeunesse africaine, entrée de devises, aménagement du territoire et particulièrement développement des zones rurales sensibles en termes de migrations et de sécurité.

Il faudra aussi investir plus, avec des objectifs clairs et partagés, et de manière responsable, en intégrant pleinement les dimensions de responsabilité sociale et environnementale. La France soutient et promeut à ce titre les orientations décidées par le Comité de la Sécurité Alimentaire mondiale (CSA) comme les Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers ou les Principes pour un investissement responsable dans l'agriculture et les systèmes alimentaires.

Il est prioritaire en Afrique de soutenir les agricultures familiales, l'agroécologie et les nouvelles opportunités d'emplois décents pour les jeunes et les femmes, comme l'ont bien précisé les conclusions du CICID. Tout ceci constitue un enjeu majeur, et je me réjouis des collaborations engagées avec mon collègue du ministère des affaires étrangères et l'Agence française de développement à ce sujet.

En conclusion de ce deuxième axe, je rappellerai que le défi alimentaire, ce n'est pas seulement lutter contre la faim dans le monde, c'est également promouvoir la qualité de l'alimentation.

La qualité de l'alimentation est aujourd'hui un enjeu majeur au plan global, y compris dans la lutte contre l'obésité dont la tendance est inquiétante partout dans le monde y compris au Sud, avec une prévalence qui a presque triplé au niveau mondial entre 1975 et 2016.

La diplomatie « agricole » française sera au rendez-vous de ces enjeux, notamment en promouvant notre modèle alimentaire, qui sort renforcé des États Généraux de l'Alimentation et je sais que nous travaillerons de concert avec la FAO sur ce sujet.

Justement, je souhaite à présent évoquer ces EGA qui constituent une avancée importante. Pour que les systèmes agricoles et alimentaires s'adaptent et puissent répondre à l'ensemble des enjeux précédemment cités, il sera nécessaire que les agriculteurs puissent vivre de leur travail et que leur rôle essentiel à cet équilibre soit reconnu à sa juste valeur. C'est cette question qui a été débattue pendant les EGA et que je défends dans le projet de loi en cours de discussion ces dernières semaines au Parlement.

Les EGA ont aussi conduit, à partir de larges consultations avec l'ensemble des parties prenantes à la préparation de plans de filières par les acteurs économiques, et je veux le souligner car encore une fois, rien ne peut se faire sans l'ensemble des acteurs, en particulier les acteurs économiques.

A l'occasion du salon international de l'agriculture en février dernier j'ai pris l'initiative d'organiser un séminaire avec l'ensemble des ministres de l'agriculture qui avaient répondu à mon invitation. Nous avons pu partager ces enjeux et faire le constat que les questions qui avaient été au cœur de nos débats pendant les EGA étaient largement partagées sur les différents continents.

Évidemment, on ne peut pas parler des enjeux stratégiques du XXIème siècle sans aborder la question de la transition numérique dans laquelle est engagée la France, avec pour objectif que l'utilisation des technologies permette d'améliorer la multi-performance de l'agriculture. Les agriculteurs se sont vite emparés des nouvelles technologies telles que les outils d'aide à la décision qui permettent d'améliorer leurs conditions de travail et leur revenu mais aussi le suivi des cultures et une utilisation plus durable des ressources naturelles et des intrants.

Les utilisateurs doivent aussi pouvoir disposer d'une liberté de choix dans leur accès aux technologies de l'information et de la communication, et garder une capacité d'autonomie et de décision. C'est dans cet esprit que la France soutient le principe d'une charte multilatérale de l'open data dans le domaine agricole.

Mesdames et Messieurs, à ce stade de mon intervention, après avoir évoqué avec vous ma vision des enjeux internationaux et trois axes pour relever les défis qu'ils posent, je souhaite aussi aborder le contexte mondialisé dans lequel s'inscrivent les systèmes alimentaires.
Dans son discours du 31 mai dernier devant l'OCDE, le Président de la République a appelé à une « refonte en profondeur de l'OMC », visant notamment à ce que « nous nous dotions de standards pour des modes de production qui soient respectueux de l'environnement et qui garantissent le développement durable ».

Or, le socle de règles de l'OMC ne permet pas, aujourd'hui, de promouvoir les modes de production agricoles vertueux en termes environnementaux, sociaux et économiques, et certains d'entre eux sont même susceptibles d'être attaqués, au titre des règles actuelles de l'OMC, considérés comme des obstacles techniques au commerce.

Un des enjeux majeurs à cet égard sera donc de faire évoluer ces règles à l'OMC, de façon à assurer aux producteurs agricoles des conditions de concurrence équitable. Il en va du devenir de la transition agro-écologique des agricultures et de la pérennité des filières et des territoires qui en dépendent. C'est une question de cohérence de politiques.

Nous avons abordé ensemble 3 axes : la gestion durable des ressources naturelles, la jeunesse notamment Africaine et les politiques agricoles, pour contribuer à faire reculer la faim et la malnutrition et à améliorer les conditions de vie des agriculteurs. Sur l'ensemble de ces sujets, le MAA portera une voix claire et forte au niveau international.

Ainsi, le projet de stratégie Europe et international du MAA pour les années 2018 – 2022, qui a été présenté officiellement à l'occasion du dernier salon de l'agriculture, s'inscrit en cohérence totale avec les autres stratégies françaises et européennes. Cette stratégie, qui est aujourd'hui rendue publique, a pour objectif de mieux faire connaître les valeurs et les marqueurs qui caractérisent notre action européenne et internationale. Ces marqueurs vous sont familiers j'en suis sûr, car nous les portons dans notre identité : je cite notamment la reconnaissance du degré stratégique des enjeux agricoles, la volonté d'un projet européen ambitieux, ou encore le goût du bien-manger dans sa dimension culturelle et de partage.

Cette stratégie a surtout pour objectif de donner un cadre et un cap à notre action à l'international. Grâce à elle, je souhaite que nous imprimions mieux notre marque dans la construction des politiques européennes et internationales, afin de défendre les intérêts de nos territoires, de nos acteurs et de nos filières.

Dans un contexte de mondialisation des systèmes et des échanges, la France doit faire entendre sa voix, parfois singulière mais toujours respectée, pour promouvoir par exemple la transition vers des systèmes de production et de consommation plus durables, plus résilients et plus performants.

La stratégie Europe et international est innovante dans sa conception et sa mise en œuvre. Trois phases de consultations avec les agents et opérateurs du MAA, les établissements publics partenaires et l'ensemble des parties prenantes, ont permis d'aboutir à une vision consolidée, appropriée par l'ensemble des parties prenantes.

Ainsi, l'enjeu ultime de cette stratégie multi-acteurs, communicante, opérationnelle et inclusive, est que chacune et chacun, concerné par les sujets internationaux agricoles, devienne « un ambassadeur » de l'action et de nos valeurs au niveau européen et international, pour répondre aux évolutions du contexte international et aux attentes des citoyens et consommateurs.

Je forme le vœu aujourd'hui devant vous que cette nouvelle stratégie Europe et internationale porte loin les valeurs qui caractérisent nos systèmes agricoles et notre alimentation, au service d'un monde plus sûr et plus juste. Un monde où l'accès à l'alimentation en quantité et en qualité est offert au plus grand nombre et dans lequel les agriculteurs peuvent vivre décemment et fièrement de leur travail tout en contribuant à construire un futur plus durable. L'agriculture est belle et bien porteuse de solutions pour répondre aux grands enjeux auxquels nous devons faire face. C'est mon ambition que de porter largement ce message et c'est notre ambition à tous d'y contribuer.

Je vous remercie de votre attention.